

Revue du premier semestre 2024 : Progrès et défis du pilier « Résilience, Croissance Durable et Emploi » du Programme-Pays Bénin-PNUD

Le jeudi 22 août 2024, la salle de conférence du Ministère du Cadre de Vie et des Transports a accueilli la revue du premier semestre 2024 du pilier 1 « Résilience, Croissance Durable et Emploi » du Programme-Pays 2024-2026, entre le Gouvernement du Bénin et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette rencontre, sous le leadership du Ministère du Cadre de Vie et des Transports, visait à analyser les progrès réalisés dans l'opérationnalisation du cadre de coopération et à proposer des mesures pour résoudre les problèmes éventuels.



Revue semestrielle / Projets PNUD Benin

À l'ouverture de cette revue, M. Elhadj Oumar Diallo, Représentant Résident Adjoint du PNUD au Bénin, a souligné le caractère obligatoire de cette rencontre, essentielle pour la reddition des comptes auprès des partenaires. Il a indiqué que le niveau d'exécution financière des projets de ce pilier était de 41% au 30 juin et de 53% au 19 août 2024, avec un objectif de 75% d'ici fin septembre 2024. Ces chiffres mettent en lumière les défis rencontrés dans l'utilisation des crédits par les projets.

Pour M. Urbain TCHIAKPE, représentant le Ministre du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable, cette revue constitue un moment crucial pour évaluer les progrès réalisés et formuler les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes identifiés. Il a exprimé sa gratitude envers les agences du Système des Nations Unies (SNU) qui soutiennent activement le Gouvernement dans la réalisation des objectifs du Programme d'Action du Gouvernement 2021-2026.

Au total, cinq projets ont été passés en revue, présentant

leurs performances, les difficultés rencontrées, les risques, les bonnes pratiques, les leçons apprises ainsi que les mesures mises en œuvre suite aux recommandations antérieures. Les projets examinés étaient :

- **Projet de Renforcement de la Résilience des Communautés Agricoles des Zones Frontalières Exposées aux Effets Néfastes des Changements Climatiques (PRRéCAZ)**
- **Projet de Renforcement de la Résilience du Secteur de l'Énergie aux Impacts des Changements Climatiques au Bénin (PANA-ENERGIE)**
- **Projet de Promotion de la Production Durable de Biomasse Électricité au Bénin (BIOMASSE-ELECTRICITE)**
- **Projet de Restauration et de Valorisation des Terres et des Écosystèmes Forestiers Dégradés pour une Meilleure Résilience Climatique au Bénin (PIRVaTEFoD-Bénin)**
- **Projet de Promotion du Sel Local Iodé Xwlajê dans la Zone Côtière au Bénin (PROSEL)**

Les échanges ont révélé plusieurs résultats intéressants pour le premier semestre 2024, tout en soulignant la nécessité d'efforts supplémentaires pour atteindre la cible de 100% d'exécution financière du Programme d'ici la fin de l'année. Des recommandations ont été formulées pour surmonter les défis liés aux délais de passation des marchés selon la procédure nationale et pour assurer la durabilité des acquis de certains projets.

Cette revue a donc été un moment clé pour renforcer la coopération et ajuster les stratégies afin d'optimiser les résultats des projets du pilier « Résilience, Croissance Durable et Emploi ».

Megan Valère SOSSOU

Le Dr Faustine Englebert Ndugulile de la Tanzanie désigné prochain Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique

Le Dr Faustine Englebert Ndugulile a été désigné Directeur régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la Région africaine. Il succédera à la Dre Matshidiso Moeti, qui a effectué deux mandats de cinq ans à la tête du Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique.

Les États Membres ont voté en faveur de la désignation du Dr Ndugulile lors de la soixante-quatorzième session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique, qui se tient à Brazzaville, au Congo. Les autres candidats étaient le Dr Boureima Hama Sambo (proposé par le Niger), le Dr Ibrahima Socé Fall (proposé par le Sénégal) et le Dr Richard Mihigo (proposé par le Rwanda).



Dr Faustine Englebert Ndugulile

La désignation du Dr Ndugulile sera soumise à la 156e session du Conseil exécutif de l'OMS, qui se tiendra en février 2025 à Genève, en Suisse. Le nouveau Directeur régional prendra ses fonctions pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois.

Dans son discours d'acceptation, le Dr Ndugulile a exprimé son engagement à faire progresser la santé des populations de la Région. « C'est pour moi un grand honneur et une grande humilité d'avoir été élu au poste de Directeur régional de

l'OMS pour l'Afrique. Je remercie les États Membres pour la confiance qu'ils m'ont témoignée. Je promets de travailler avec vous et je crois qu'ensemble nous pouvons construire une Afrique plus saine », a déclaré le Dr Ndugulile.

Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS, a félicité le Dr Ndugulile pour son élection en tant que Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique. Il a par ailleurs remercié le Dr Sambo, le Dr Fall et le Dr Mihigo pour leurs campagnes.

« Le Dr Ndugulile a gagné la confiance des États Membres de la Région pour être élu prochain Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique. C'est un grand privilège et une très grande responsabilité », a déclaré le Dr Tedros. « Toute la famille de l'OMS en Afrique et dans le monde entier et moi-même vous soutiendrons à chaque étape de votre parcours. »

Le Dr Tedros a également remercié la Dre Moeti, Directrice régionale sortante de l'OMS, pour ses dix années d'engagement et d'excellence au service des pays et des populations d'Afrique.

« Je remercie ma consœur, la Dre Moeti, pour tout ce qu'elle a fait pour la santé des populations africaines, mais aussi pour ce qu'elle est », a ajouté le Dr Tedros. « Je la remercie pour l'exemple qu'elle a donné et l'héritage qu'elle a laissé. »

La Dre Moeti a félicité le Dr Ndugulile et lui a souhaité beaucoup de succès. « Je voudrais vous féliciter pour votre élection au poste de Directeur régional pour l'Afrique. C'est un rôle extrêmement gratifiant. Malgré les nombreux défis, je sais que vous prendrez le relais et que vous continuerez à accélérer les progrès déjà réalisés, en mettant la santé et le bien-être des populations africaines au centre de vos préoccupations », a indiqué la Dre Moeti.

Dr Ifedayo Morayo Adetifa devient le Directeur de la transformation à FIND

FIND a le plaisir d'annoncer la nomination du Dr Ifedayo Morayo Adetifa au poste de Directeur de la Transformation. Dr Adetifa, qui assumera également les fonctions de Directeur Exécutif, apporte une riche expérience et un parcours éprouvé dans le domaine de la santé mondiale et de la sécurité sanitaire, en particulier dans la prévention et le contrôle des maladies infectieuses.



Dr Ifedayo Morayo Adetifa

Dr Adetifa, pédiatre chevronné et épidémiologiste accompli des maladies infectieuses, a précédemment occupé le poste de Directeur Général et Exécutif du Centre Nigérian de Contrôle

et de Prévention des Maladies (NCDC). Pendant son mandat au NCDC, il a joué un rôle crucial dans l'avancement de la réponse du Nigeria à la COVID-19. Il a également attiré des fonds substantiels pour les programmes, géré des budgets importants et supervisé une grande équipe dédiée à la lutte contre les agents pathogènes épidémiques et endémiques.

Exprimant son enthousiasme pour son nouveau rôle, Dr Adetifa a déclaré : « Je suis ravi de rejoindre FIND à un moment aussi critique pour la santé mondiale et en particulier pour les diagnostics. J'ai hâte de diriger l'équipe de FIND et de collaborer avec nos partenaires mondiaux pour stimuler l'innovation diagnostique et garantir que ces avancées atteignent ceux qui en ont le plus besoin. »

Dr Ayoade Alakija, président du conseil d'administration de FIND, a souligné l'importance de cette nomination : « Alors que FIND entame un nouveau et passionnant voyage de transformation, nous sommes ravis d'accueillir Dr Adetifa dans la famille FIND alors qu'il assume les responsabilités de Directeur Général. Sa nomination marque une étape importante, car il devient le premier Directeur Général africain du Sud global que FIND a été créé pour servir. Je suis particulièrement fier d'accueillir le premier Directeur Exécutif africain dans le Geneva Global Health Campus et l'écosystème plus large. Rééquilibrer le pouvoir est ce qui fera progresser la santé pour tous, et je reste pleinement engagé à faire en sorte que le leadership en santé mondiale reflète la diversité des populations que nous servons. »

L'expérience étendue de Dr Adetifa comprend des travaux aux niveaux national, régional, continental et international sur la fièvre de Lassa, les vaccins et l'immunisation, le virus respiratoire syncytial, le paludisme, la tuberculose et les systèmes de santé. Il est également actuellement membre du comité consultatif scientifique de la Coalition pour les Innovations en Préparation aux Épidémies (CEPI).

Dr Adetifa a obtenu ses qualifications médicales de premier cycle à l'Université d'Ilorin, au Nigeria, et a terminé sa résidence en pédiatrie au Lagos University Teaching Hospital, Idi-Araba, Lagos, avec l'attribution d'une bourse du West Africa College of Physicians en pédiatrie. Il a ensuite obtenu une maîtrise en sciences de la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM), à Londres, et un doctorat (tous en épidémiologie) de l'Université d'Amsterdam. Il a également été professeur associé d'épidémiologie des maladies infectieuses à la LSHTM avant sa nomination au NCDC.

Alors qu'il prend ses nouvelles fonctions, Dr Adetifa est prêt à guider FIND dans cette période de transformation et à faire progresser sa mission d'innover et d'élargir l'accès aux tests diagnostiques à l'échelle mondiale, en veillant à ce que ceux qui en ont le plus besoin ne soient pas laissés pour compte.

Gestion intégrée du parc W: le Bénin met en place sa plateforme nationale

Le Bénin accueille depuis ce lundi 26 août 2024 à Cotonou, l'atelier national dédié à la mise en place de la plateforme de l'écosystème transfrontalier du complexe naturel W au Bénin. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Projet d'amélioration de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), de la gestion et de la gouvernance fondée sur la connaissance du bassin du Niger et du système aquifère d'Ilullemmeden – Taoudéni/Tanezrouft (NB-ITTAS), piloté par l'Autorité du Bassin du Niger (ABN).



Vue d'ensemble des participants

Tchokponhou Allomasso, Coordonnateur régional du projet NB-ITTAS, a rappelé que cet atelier marque la dernière phase d'un processus entamé depuis 2020. Il vise à mettre en place une gestion rationnelle de cet écosystème de grande importance pour l'Afrique de l'Ouest, reconnu pour sa diversité floristique et faunique a-t-il souligné. Ce projet bénéficie d'un grand intérêt de la part des partenaires internationaux. Il a exhorté les participants à s'investir pleinement pour la réussite de cet atelier.



Cérémonie d'ouverture de l'atelier

Représentant le Secrétaire Exécutif de l'Autorité du Bassin du Niger, Ibro Adamou, Directeur technique par intérim de l'ABN, a exprimé sa gratitude envers les autorités béninoises, notamment le ministère en charge de l'eau, qui assure la tutelle de l'Autorité du Bassin du Niger au Bénin. Il a souligné l'importance capitale de cet atelier dans le contexte des efforts déployés depuis plusieurs années pour accompagner les pays membres de l'ABN dans la préservation des ressources naturelles du bassin du Niger.

Aurélien Tossa, Chef de service de la coopération internationale et d'appui aux structures et organes GIRE, représentant le ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines, a insisté sur l'objectif principal de cette plateforme : améliorer la gestion, la gouvernance et la conservation des ressources naturelles dans 11 pays, dont le Bénin et le Burkina Faso. Il a rappelé que les écosystèmes, véritables interfaces entre nature et société, doivent être gérés de manière intégrée et participative pour garantir leur préservation.



la plénière

La plateforme, un outil pour une gestion efficace des écosystèmes

L'atelier permettra de dresser un état des lieux des écosystèmes d'importance mondiale, dont fait partie le parc W. Des plateformes nationales et régionales sont prévues autour de ces écosystèmes pour créer un environnement favorable à une meilleure gestion de la biodiversité. Après le Burkina Faso, c'est maintenant au tour du Bénin de mettre en place sa propre plateforme. Ibro Adamou s'est réjoui de la diversité des acteurs présents à cet atelier, signe du succès de l'initiative.

Cette nouvelle plateforme permettra de regrouper, analyser et produire des informations de qualité pour une gestion plus efficace des écosystèmes. Elle constitue un outil essentiel dans la lutte contre les défis sécuritaires et climatiques qui menacent ces ressources d'importance mondiale.

À l'issue des trois jours de travaux, une plateforme intégrée sera mise en place, offrant une opportunité unique aux différents acteurs d'apporter leurs contributions à la préservation de cet écosystème vital.

Abalo Towanou

Des équipements agricoles pour renforcer la résilience climatique des communautés

rurales au Bénin

D'importants matériels et équipements agricoles ont été remis le mardi 20 août 2024, à quatorze (14) clusters agricoles fonctionnels dans les filières riz, soja, anacarde, karité et cultures maraîchères de la commune de Djougou. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Projet de Renforcement de la Résilience des Communautés Agricoles des Zones Frontalières exposées aux effets néfastes des changements climatiques (PRRéCAZ), soutenu par le Gouvernement du Bénin, le Royaume de Belgique, et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).



Remise de matériels et équipements agricoles

La cérémonie de remise, qui s'est déroulée à la Cellule Communale de Djougou, a été co-présidée par M. Dossa AGUEMON, Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), représentant le Ministre, et M. Titus OSUNDINA, Représentant Résident du PNUD au Bénin. Étaient également présents les autorités politico-administratives, les préfets des départements de la Donga et de l'Alibori, les maires des communes bénéficiaires du

PRRéCAZ, le Directeur national du projet, ainsi que des populations locales.

Des équipements pour améliorer la productivité et la résilience

Les équipements agricoles offerts aux clusters comprennent des tracteurs, des motoculteurs, des batteuses-vanneuses, des motopompes, des décortiqueuses, des semoirs, des kits d'étuvage, des tricycles, des moulins à grain de soja, et bien d'autres. La valeur totale de ces équipements s'élève à 278 millions de FCFA, financés par la Belgique. Ces matériels modernes visent à améliorer la productivité des agriculteurs, tout en les aidant à mieux s'adapter aux impacts du changement climatique.

Promouvoir des pratiques agricoles durables

Lors de son allocution, M. Dossa AGUEMON a exhorté les producteurs récipiendaires à adopter et respecter les bonnes pratiques agricoles, tout en veillant à la préservation de l'environnement. Il a rappelé que la durabilité des écosystèmes est essentielle pour la réussite des activités agricoles à long terme, surtout dans un contexte de changements climatiques.

Le PRRéCAZ vise à renforcer la résilience des communautés agricoles des zones frontalières du Bénin, en particulier dans les communes de Copargo, Ouaké, Djougou et Malanville. Le projet s'attaque aux effets néfastes des changements climatiques en soutenant les moyens de subsistance des populations et en contribuant à la réduction de la pauvreté.

Grâce à ce projet, les communautés rurales béninoises disposent désormais des moyens nécessaires pour améliorer leur productivité agricole et renforcer leur capacité d'adaptation aux défis climatiques.

Megan Valère SOSSOU

Projet CASCADE: l'ASCINB remobilise les médias à plaider pour l'intensification de la nutrition au Bénin

L'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet CASCADE initié par Care International Benin Togo et Gain, poursuit son engagement en faveur de l'amélioration de la nutrition avec la deuxième édition de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) au Bénin. Un événement pour lequel les médias sont à nouveau mobilisés.



Vue d'ensemble des participants

Après le succès de la première édition de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) en 2023, l'ASCINB invite à participer à la 2e édition qui aura lieu du 3 septembre au 31 octobre 2024 dans vingt (20) communes du Bénin.

Pour y arriver et convaincre du rôle des médias, elle a lancé, ce lundi 19 août 2024 à Ouidah, un nouvel atelier visant à renforcer la mobilisation sociale, le plaidoyer et le lobbying pour une meilleure alimentation et nutrition au Bénin.

Cet atelier de formation qui se déroule sur trois jours, réunit près d'une cinquantaine de journalistes membres de la Fédération des Radios Communautaires et Assimilés du Bénin (FeRCAB), du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), ainsi que de l'Union des Professionnels des Médias au Bénin (UPMB).

L'initiative vise, selon Dr Aurélien ATIDEGLA, Président de l'ASCINB, à attirer l'attention des autorités et de l'opinion

publique sur les défis liés à la nutrition particulièrement dans les zones rurales du Bénin, au profit des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer.

Au cours de cette formation, les participants ont revisité les notions essentielles liées à la communication, au plaidoyer et au lobbying, en clarifiant les différences entre ces techniques. Ils ont également exploré diverses stratégies de mobilisation, telles que les campagnes de plaidoyer, les foires et les caravanes itinérants.

Cet atelier s'achèvera le mercredi avec l'engagement des acteurs des médias présents à intensifier leurs efforts pour promouvoir un plaidoyer actif contre la malnutrition au Bénin.

Il convient de rappeler que l'année dernière, la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) a été lancée le 15 octobre 2023, au cours de la Journée internationale de la femme rurale, suivie d'une manifestation à Savalou, le lendemain en marge de la Journée Mondiale de l'Alimentation. Cette campagne avait réussi à mobiliser d'importants acteurs pour le renforcement des actions en faveur de la nutrition au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Afrique Subsaharienne: Voici les Tops et Flops en personnel de santé en 2023

En 2023, seuls 9 des 44 pays d'Afrique subsaharienne atteignent le seuil de densité de 4,45 professionnels de la

santé pour 1 000 habitants, fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour garantir la couverture sanitaire universelle. Ce chiffre inclut principalement les médecins généralistes et spécialistes, tels que les oncologues, gynécologues, et orthodontistes. En revanche, 18 pays de la région affichent une densité inférieure à un médecin pour 1 000 habitants, faisant de l'Afrique le continent le moins doté en personnel de santé, selon une étude publiée au premier trimestre 2024 par [le magazine économique américain CEO World](#).



La pénurie aiguë de professionnels de la santé en Afrique s'explique par plusieurs facteurs. *CEO World* cite l'insuffisance des capacités de formation, une croissance démographique rapide, une gouvernance déficiente du personnel de santé, et des changements de carrière. Cependant, la migration reste le facteur principal de cette crise.

La fuite des cerveaux : un défi majeur

De plus en plus de médecins africains, en quête de meilleurs salaires et conditions de travail, choisissent d'émigrer vers des pays développés où la demande en personnel de santé est également élevée. Selon les analystes de *CEO World*, cette

migration contribue à déstabiliser les systèmes de santé déjà fragiles des pays africains. Les États-Unis et le Canada figurent parmi les principales destinations de ces professionnels de santé.

L'OMS prévoit qu'il manquera 6,1 millions de professionnels de la santé en Afrique d'ici 2030, une augmentation de 45 % par rapport aux dernières estimations de 2013. Cette pénurie, combinée à une répartition inégale du personnel de santé, accentue les disparités. Par exemple, la Somalie affiche le ratio le plus bas avec seulement 0,2 travailleur de la santé pour 1 000 habitants, tandis que Maurice, avec 26,6 pour 1 000 habitants, se positionne en tête du continent grâce à un système de santé solide et des soins gratuits dans les hôpitaux publics. Les Seychelles, l'Angola, l'Afrique du Sud, et le Cap Vert complètent le top 5 des pays subsahariens les mieux dotés en personnel de santé.

Zone Franc : le paradoxe sanitaire

Le tableau est particulièrement sombre pour les 14 pays de la Zone Franc. À l'exception du Gabon, qui dépasse le seuil de l'OMS avec 5,9 médecins pour 1 000 habitants, la plupart de ces pays sont confrontés à des pénuries sévères. Le Gabon, avec une population de 2,4 millions d'habitants et un PIB de 20,5 milliards USD en 2023, figure parmi les mieux lotis, bien que le nombre de dentistes et de pharmaciens y reste extrêmement faible. La Guinée Équatoriale, avec 3,5 médecins pour 1 000 habitants, et la Guinée-Bissau, avec 2,2, suivent dans ce classement. En revanche, des pays comme le Niger, le Tchad, le Bénin et le Togo occupent le bas du tableau avec seulement 0,6 médecin pour 1 000 habitants.

Au niveau mondial, Cuba continue de dominer avec 84,3 médecins pour 1 000 habitants. La Belgique est classée cinquième, la Russie 35e, les États-Unis 41e, la France 46e, et la Chine 74e, soulignant les écarts considérables entre les pays en termes de disponibilité du personnel de santé.

Énergie propre pour tous : Le Projet Africa MiniGrid officiellement lancé au Bénin

Le Bénin se positionne résolument sur la voie de l'émancipation énergétique avec le lancement officiel du Projet-Bénin, dans le cadre du Programme Minigrad en Afrique. Ce lundi 12 août, les autorités béninoises, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ont marqué le coup d'envoi de cette initiative ambitieuse lors d'une cérémonie à Niaouli, dans la commune d'Allada.



Le Programme de Mini Réseaux en Afrique, au cœur de ce projet,

visé à transformer le paysage énergétique béninois en renforçant la viabilité des mini-réseaux alimentés par des sources renouvelables. L'objectif : augmenter l'accès à une énergie propre et abordable pour les populations, tout en stimulant les investissements grâce à des modèles commerciaux novateurs et des coûts réduits.

Ce projet, qui promet un avenir meilleur, prévoit l'installation de 0,4 MW de capacité photovoltaïque et 0,9 MWh de stockage sur batterie. Un impact majeur est attendu sur le plan environnemental, avec une réduction des émissions de gaz à effet de serre estimée à 9 000 tonnes métriques de CO₂ équivalent directement, et à 180 000 tonnes métriques de CO₂ équivalent de manière indirecte.

L'impact social du projet est tout aussi prometteur. Près de 12 000 Béninois, dont la moitié de femmes, bénéficieront directement des 2 400 nouveaux raccordements de mini-réseaux. À travers ce déploiement, le gouvernement béninois, soutenu par ses partenaires techniques et financiers, entend faire de l'accès universel à l'énergie une réalité.

Lors de la cérémonie, Joseph Cakpo, maire d'Allada, a souligné l'importance de ce projet pour un développement harmonieux des régions du Bénin. Il a salué l'engagement des autorités locales et nationales ainsi que la détermination du ministre de l'Énergie, Samou Adambi, à faire de l'accès à l'énergie un droit pour tous.

Jean-Claude Codjia, préfet de l'Atlantique, a quant à lui exprimé sa profonde gratitude envers le Chef de l'État et le gouvernement pour leur engagement à fournir de l'énergie électrique aux localités les plus reculées. Il a exhorté les populations à s'impliquer activement dans toutes les étapes de ce projet transformateur.

Titus Osundina, représentant résident du PNUD au Bénin, a réitéré l'engagement de son organisation à soutenir le

gouvernement béninois dans sa transition énergétique. Il a salué les efforts continus du Bénin pour atteindre les Objectifs de développement durable, notamment l'ODD 7, qui vise l'accès universel à une énergie propre et abordable.

Pour sa part, le ministre de l'Énergie, Samou Adambi, a exprimé sa reconnaissance envers les partenaires, particulièrement le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), pour leur soutien indéfectible. Il a assuré que le gouvernement reste fermement engagé à réaliser les ambitions portées par ce projet.

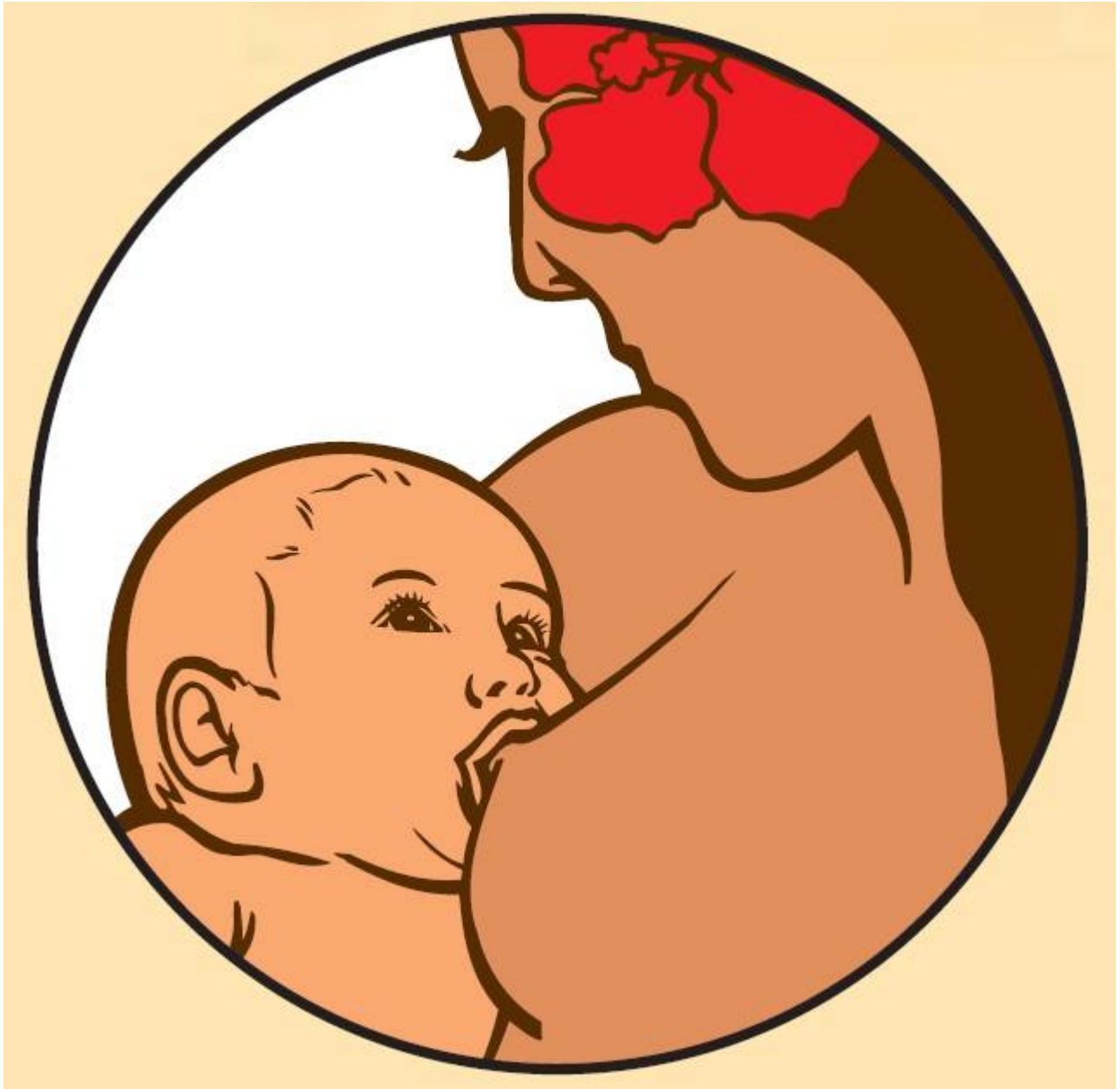
Le lancement du Projet-Bénin du Programme Minigrid en Afrique témoigne de l'engagement des autorités béninoises à faire de l'énergie un levier de développement et de bien-être pour toutes les couches sociales.

Megan Valère SOSSOU

Semaine mondiale de l'allaitement maternel : Un engagement renouvelé pour soutenir les Mères

Avec le soutien de l'OMS, de l'UNICEF, et de nombreux ministères de la Santé et partenaires de la société civile, la Semaine mondiale de l'allaitement maternel a lieu chaque année durant la première semaine d'août. Cette initiative vise à promouvoir l'allaitement maternel comme l'un des moyens les plus efficaces de garantir la santé et la survie des enfants. Cependant, moins de la moitié des nourrissons de moins de six

mois sont actuellement exclusivement allaités au sein.



Chaque année, un thème différent est choisi pour encourager des environnements favorables qui aident les femmes à allaiter. Le thème de 2024, « Combler l'écart : soutien à l'allaitement maternel pour toutes », met l'accent sur le soutien nécessaire à toutes les mères, quel que soit leur parcours d'allaitement, en soulignant le rôle des familles, des communautés, et des agents de santé.

Cette année la campagne célèbre la diversité des mères qui allaitent et souligne les soutiens communautaires et professionnels disponibles pour elles. Simon Nanama, Conseiller Régional pour la Nutrition Infantile au Bureau

Régional de l'UNICEF pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest, s'est exprimé au Réseau des Médias Africains pour la Promotion et la Médium de la Santé (REMAPSEN) le mardi 30 Juillet 2024. Il a rappelé que « le lait maternel continue d'être l'aliment approprié au développement des bébés et des enfants de la naissance à six mois », soulignant la nécessité d'une bonne nutrition dès le début de la vie pour la santé et le développement.

Cependant, des obstacles subsistent, notamment l'usage du lait artificiel qui compromet la santé des enfants et les expose à diverses maladies. Les faibles taux d'allaitement maternel en Afrique centrale et occidentale sont souvent dus à la disponibilité des substituts de lait maternel sur le marché et à l'absence de lois restrictives. Nanama a évoqué la nécessité pour les pays de développer des programmes de nutrition pour les enfants de moins de cinq ans et d'interdire les substituts du lait, citant le Ghana comme un exemple à suivre.



Simon Nanama, Conseiller Régional pour la Nutrition Infantile au Bureau Régional de l'UNICEF pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest

Il a également mentionné le manque de soutien postnatal pour les mères après leur sortie de l'hôpital : « Quand la mère rentre à la maison, il n'y a personne pour l'accompagner pour donner du lait à l'enfant. Tous ces facteurs se combinent pour provoquer un mauvais allaitement. » Pour améliorer les taux d'allaitement, il a souligné l'importance de surmonter les obstacles actuels et de mettre en œuvre les stratégies de l'UNICEF. « Si ces barrières sont surmontées, si les stratégies lancées par l'UNICEF sont mises en œuvre, nous atteindrons 70 %, ce qui est le pourcentage acceptable. »

Enfin, Nanama a mis en garde contre les informations trompeuses sur les réseaux sociaux concernant l'allaitement maternel. L'éducation et la sensibilisation, combinées à des politiques rigoureuses, sont essentielles pour promouvoir l'allaitement maternel et assurer une nutrition optimale pour les enfants.

Rappelons qu'en 2018, une résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé a reconnu la Semaine mondiale de l'allaitement maternel comme une stratégie essentielle de promotion de la santé.

Megan Valère SOSSOU

Variole du singe : L'OMS pourrait déclencher l'alerte

maximale de santé et convoquer un comité d'urgence

Le Directeur Général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a annoncé, ce dimanche 4 août, qu'il envisage de convoquer un comité d'experts pour déterminer s'il faut déclarer l'épidémie de mpox, également connue sous le nom de « variole du singe », comme une urgence de santé publique de portée internationale. Cette épidémie sévit actuellement dans plusieurs pays africains.



Cas de variole de singe

Tedros Adhanom Ghebreyesus a souligné que l'OMS, en collaboration avec les centres africains de contrôle et de prévention des maladies, intensifie ses efforts pour freiner la transmission du virus. « Mais il est nécessaire d'obtenir davantage de financements et de soutien pour une réponse globale », a-t-il déclaré sur [le réseau social X](#). Il a ajouté : « J'envisage de convoquer un comité d'urgence sur les régulations sanitaires internationales pour me conseiller sur la nécessité de déclarer l'épidémie de mpox comme une urgence de santé publique de portée internationale. »

Cette déclaration représente la plus haute alerte que l'OMS peut émettre, et elle est lancée par le chef de l'OMS sur les conseils du comité.

Une nouvelle menace pour la santé mondiale

Le 11 juillet, l'OMS a mis en garde contre la menace mondiale que représente le mpox, exprimant son inquiétude face à une flambée épidémique d'une nouvelle souche plus virulente du virus en République démocratique du Congo (RDC). Depuis, plusieurs pays africains, dont le Burundi, la Côte d'Ivoire,

le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda, ont signalé des cas de mpox. La RDC, quant à elle, a rapporté plus de 11 000 cas, dont 450 décès.

La variole du singe a été identifiée chez l'homme pour la première fois en 1970, en République démocratique du Congo. En mai 2022, le virus a commencé à se propager à l'échelle mondiale, touchant principalement les hommes homosexuels et bisexuels. Cette épidémie mondiale a conduit l'OMS à déclarer une urgence de santé publique de portée internationale en juillet 2022, une alerte qui a été levée en mai 2023.

Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors de son intervention au siège de la Banque mondiale à Washington (États-Unis) le 18 avril 2024, a réaffirmé l'engagement de l'OMS à lutter contre cette épidémie et à mobiliser les ressources nécessaires pour protéger les populations à risque.

Le monde attend maintenant de voir si l'OMS déclarera une nouvelle urgence internationale pour la variole du singe, une décision qui pourrait catalyser une réponse mondiale plus coordonnée et intensifiée contre ce virus préoccupant.

Megan Valère SOSSOU

**Université d'Abomey-Calavi :
Sandra ZANNOU décroche son
Doctorat en Socio-**

Anthropologie de la Santé

Le Mardi 30 juillet 2024, la salle de conférence Michel BOKO de l'École Doctorale Pluridisciplinaire « Espaces, Cultures et Développement » de l'Université d'Abomey-Calavi a servi de cadre à un moment mémorable. Madame Sandra Zannou y a brillamment soutenu sa thèse, intitulée « Trajectoires de soins et vécu des malades du cancer du sein : une analyse socio-anthropologique à partir des cas observés au CNHU-HKM de Cotonou ». La recherche de Madame Sandra Zannou, avait pour objectif d'analyser les facteurs qui influencent les trajectoires de soins des patientes atteintes du cancer du sein à Cotonou.



Erick SAVI
Photographie

Sandra Zannou

En effet, le cancer du sein est une maladie de plus en plus répandue en Afrique, avec des taux de mortalité élevés en raison du diagnostic tardif et des difficultés d'accès aux soins. Entre 2010 et 2018, le cancer du sein représentait 32,5 % des cancers les plus fréquents chez les femmes au Bénin.

Dans sa thèse, elle s'est intéressée aux difficultés récurrentes liées à la prise en charge des patientes atteintes du cancer du sein et a cherché à comprendre comment les environnements socio-économiques et les représentations sociales influencent ces difficultés. Sa recherche est qualitative, basée sur des entretiens libres et semi-structurés avec 72 participants, incluant des patientes, des membres de leur entourage, des agents de santé et d'autres acteurs concernés.

L'impétrante a mis en lumière les nombreuses difficultés rencontrées par les patientes, notamment les perceptions de la maladie comme « héréditaire », « des riches », « incurable », « de la civilisation », « des religieux », « spirituelle » et « à stigmat ». Elle a également souligné l'importance des soins populaires, biomédicaux, endogènes, alternatifs et religieux, en raison de la faiblesse technique et du coût élevé des traitements spécialisés.

Le diagnostic, le suivi et l'accompagnement des patientes laissent souvent à désirer, en raison de l'absence d'accompagnement institutionnel et de la gestion inadéquate des effets secondaires. Mme Zannou a souligné la forte mobilité thérapeutique due au déficit de spécialistes et de technologies comme l'immunohistochimie et la radiothérapie, ainsi qu'à l'inaccessibilité financière et géographique des traitements au CNHU/HKM.

Face à ces défis, elle propose des solutions telles que la sensibilisation dans les communautés où les femmes sont majoritairement présentes, la création d'un centre spécialisé

multidimensionnel et la mise en place d'un système d'assurance maladie pour améliorer l'accès aux soins.

Madame Sandra Zannou a montré l'importance de comprendre et d'intégrer les représentations sociales des patientes dans la prise en charge du cancer du sein. Elle appelle à une amélioration des infrastructures de santé et des politiques publiques pour une prise en charge plus efficace et humaine des patientes.

Ces résultats ont été présentés devant un jury prestigieux, composé de : Président : Monsieur Adolphe KPATCHAVI, Professeur titulaire à l'Université d'Abomey-Calavi, des examinateurs Monsieur Tossou ATCHRIMI, Professeur titulaire à l'Université de Togo, Monsieur Arnaud Kévin DAYORO, Professeur titulaire à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire, Monsieur N'Koué Emmanuel SAMBIENI, Maître de conférences à l'Université d'Abomey-Calavi, et Abou-Bakari IMOROU, Professeur titulaire à l'Université d'Abomey-Calavi.

L'impétrante a reçu la mention très honorable avec les félicitations du jury, devant un public composé de parents, d'amis et de collègues du laboratoire de recherches socio-anthropologiques sur les systèmes organisés et les mobilités, ainsi que de l'ancien vice-recteur de l'UAC, Marcel Zannou, Professeur agrégé à la retraite et actuellement Président du Comité National de la Médecine hospitalière.

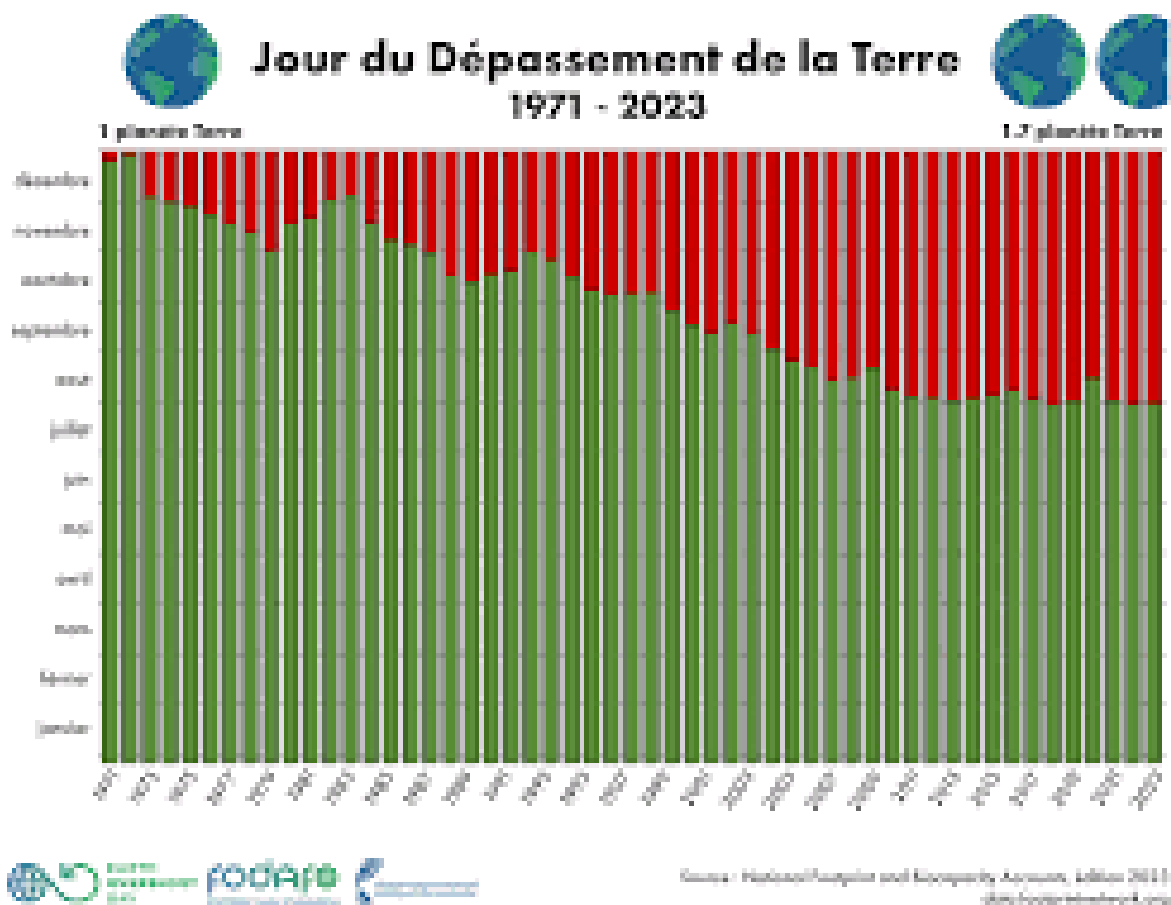
Ce travail de recherche constitue une avancée significative dans la compréhension des trajectoires de soins des patientes atteintes de cancer du sein au Bénin et offre des perspectives nouvelles pour améliorer la prise en charge et réduire les pertes de vies précoces. Il intervient dans un contexte où le Bénin se prépare à accueillir un établissement de santé de renommée internationale. Les résultats des travaux vont servir au Centre hospitalier international de Calavi, encore appelé le CHIC, qui est un établissement hospitalier public de santé pluridisciplinaire de référence internationale situé dans la

commune d'Abomey-Calavi au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Jour du dépassement : à compter de ce jeudi, la Terre vit à crédit

Ce jeudi 1er août 2024 marque un triste jalon pour notre planète : le Jour du dépassement. En seulement sept mois, l'humanité a épuisé toutes les ressources que la Terre est capable de régénérer en un an, [souligne le Global Footprint Network](#), qui calcule cet indice annuel. Ce jour arrive cette année 15 heures plus tôt que l'an passé, et est identique à celui de 2022.



Depuis 2018, à l'exception de l'année 2020 où les confinements dus à la pandémie de Covid-19 avaient repoussé cette date au 16 août, le Jour du dépassement est resté relativement stable. En 2020, les arrêts économiques mondiaux avaient permis de retarder cette date fatidique, illustrant l'impact de notre consommation excessive sur les ressources naturelles de la planète.

Pourtant, malgré ces fluctuations, le constat reste alarmant. En sept mois, l'humanité a consommé autant de ressources naturelles que les écosystèmes peuvent en renouveler en une année entière. Il nous faudrait 1,75 Terre pour satisfaire notre appétit insatiable, selon les calculs du Global Footprint Network.

« La persistance du dépassement, depuis un demi-siècle, a entraîné une diminution de la biodiversité, un excès de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et une concurrence accrue pour la nourriture et l'énergie », explique David Lin,

directeur scientifique du Global Footprint Network, dans un communiqué. Les effets de cette surconsommation sont de plus en plus visibles : vagues de chaleur inhabituelles, [feux de forêt](#), sécheresses et inondations.

Depuis 2011, la date du Jour du dépassement oscille entre le 1er et le 6 août, reflétant une relative stabilité. Toutefois, le Global Footprint Network met en garde : l'humanité est en train de perdre la course pour atteindre les objectifs internationaux de protection de la planète, tels que la conservation de 30% de la biosphère mondiale d'ici 2030 et la réduction des émissions de carbone de 45% par rapport à 2010.

« La réduction des émissions de carbone nécessiterait à elle seule de déplacer le Jour du dépassement de 22 jours par an au cours des six prochaines années », précise l'ONG. Depuis 1970, cette date a avancé de cinq mois, soulignant l'urgence de prendre des mesures concrètes pour inverser cette tendance.

Le Jour du dépassement est un rappel brutal de notre impact sur la Terre. Chaque jour gagné dans cette course contre la montre est crucial pour assurer un avenir durable à notre planète et aux générations futures.

Megan Valère SOSSOU